

ENQUÊTER. LUTTER. PROTÉGER.

Vice-présidence Enquêtes
Septembre 2014

PRÉSENTATION

- **Création : 1992**
- **Mission traditionnelle :**
 - Qualité des travaux de construction
 - Sécurité du public
 - Qualification des entrepreneurs en construction
 - Contrer le travail au noir et le travail sans licence
 - Respect de la Loi sur le bâtiment et des règlements connexes

PROJET DE LOI 73

- RBQ peut refuser de délivrer une licence, l'annuler ou la suspendre si la personne physique, la société, la personne morale, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses actionnaires **a été déclaré coupable d'un acte criminel**
- L'entreprise doit fournir la **liste de ses prêteurs**, accompagnée d'une déclaration indiquant s'ils ont été déclarés coupables d'une infraction fiscale ou d'un acte criminel
- La licence d'une entreprise peut être **restreinte pour fins de contrats publics**, lorsque le titulaire de la licence, le membre d'une société, l'actionnaire ou le dirigeant d'une personne morale a été condamné, depuis moins de cinq ans, à certaines infractions de nature criminelle et pénale
- **L'amende pour une fausse déclaration** pour l'obtention d'une licence **double** : 650 \$ à 1 400 \$ (individu) et de 1 400 \$ à 5 000 \$ (personne morale)

PROJET LOI 35

- Nouvelles restrictions pour l'obtention de contrats publics
- Augmentation substantielle du montant des amendes
- Nouvelles conditions de qualification professionnelle

PROJET LOI 35

Modifications aux conditions de délivrance et de maintien des licences

- Sont considérées les **déclarations de culpabilité par un tribunal étranger**, dans les cinq ans précédant la demande, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait fait l'objet d'une poursuite criminelle
- La RBQ peut refuser de délivrer une licence lorsque la délivrance est contraire à **l'intérêt public (bonnes mœurs, compétence et probité)**
- La RBQ peut refuser de délivrer une licence à une personne ou à une société qui est sous la direction ou le contrôle d'une personne qui ne satisfait pas aux conditions d'obtention d'une licence
- Une personne ayant été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale ou d'un acte criminel devra **produire toute déclaration ou information ou tout document** exigé par la RBQ quant à ces infractions

PROJET DE LOI 1

- Processus d'émission d'autorisation par l'AMF pour contracter avec l'État
- RBQ : mandatée pour effectuer certaines vérifications
- Mandat en collaboration avec l'UPAC

MANDAT

- **RBQ est désormais impliquée dans la prévention, la lutte et la sanction :**
 - de la fraude fiscale
 - de la fausse facturation
 - du truquage d'offres et de la collusion
 - de la corruption et de la malversation
 - du gangstérisme
 - du recyclage des produits de la criminalité
 - de l'utilisation de prête-noms
 - de l'utilisation d'entreprises « coquilles »

STRUCTURE

- **Conseil d'administration :**
 - 13 administrateurs représentant les divers intervenants du milieu de la construction et du bâtiment
 - Nommés par le gouvernement pour un mandat d'au plus 5 ans
- **3 vice-présidences** sous la gouverne d'un président-directeur général (PDG):
 - Vice-présidence Réglementation et soutien organisationnel (VPRSO)
 - Vice-présidence Relations avec la clientèle et opérations (VPRCO)
 - Vice-présidence Enquêtes (VPE)

STRUCTURE

Régisseurs

- Jusqu'à 5 régisseurs
- Nommés par le gouvernement
- Mandat d'au plus 5 ans, renouvelable
- Fonctions exclusives
- Sous autorité administrative du PDG
- Prennent les décisions quant au refus, l'annulation, la suspension et la restriction des licences

RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

- **Depuis 2005** : organisme non budgétaire
- **2013-2014** :
 - **Revenus** : 65,9 millions \$
 - **Dépenses** : 56,5 millions \$
- **31 mars 2014** : 504 employés

VICE-PRÉSIDENTE ENQUÊTES (VPE)

- **Création** : décembre 2011
- **Mandat** :
 - Exécuter et développer les enquêtes pénales et administratives, et des actions de prévention
 - Coordonner les opérations d'enquête et de prévention
 - Sensibiliser l'industrie de la construction aux règles et aux comportements attendus sur les façons d'être, d'agir et de faire
- **2 unités administratives** :
 - Direction des enquêtes
 - Direction de l'analyse et de l'expertise en enquêtes

HISTORIQUE DES ENQUÊTES À LA RBQ

- **1992-2006 : Enquêtes pénales et activités de vérification**
 - Assurées par des enquêteurs dans bureaux régionaux
 - Sous la responsabilité des directions régionales
 - Visaient essentiellement le travail sans licence
- **1992-2006 : Enquêtes administratives**
 - Sous la responsabilité de la Direction des affaires juridiques et des enquêtes
 - Visaient essentiellement les situations de cessation de travaux et de faillite d'entrepreneurs sous licence

HISTORIQUE DES ENQUÊTES À LA RBQ

- **2006 :**
 - Responsabilité des enquêtes (pénales et administratives) confiée à la Direction du soutien de la prestation de service (DSPS) de la VPRCO
 - Enquêtes pénales toujours effectuées par les enquêteurs dans les différentes directions régionales, sous la supervision des chefs de services régionaux attitrés aux enquêtes
- **2010 :** Développement des enquêtes administratives et des méthodes d'enquête de la DSPS
 - Nomination d'un coordonnateur aux enquêtes
 - Mise sur pied d'une « Équipe d'enquête resserrement »

HISTORIQUE DES ENQUÊTES À LA RBQ

- **Avril 2011 : création de la Direction des enquêtes**
- Sous la responsabilité de la Direction de la coordination des opérations, des relations avec la clientèle et des enquêtes (anciennement DSPS)
- Regroupe toutes les ressources affectées aux activités d'enquête administrative

CRÉATION DE LA VPE

- **7 décembre 2011 (projet loi 35)** : création de la vice-présidence spécifiquement chargée des enquêtes
- **Mise en place :**
 - Structure de la VPE et sa gestion
 - Habilitation sécuritaire des enquêteurs de la RBQ
 - Équipe REA
 - Processus visant la cueillette de renseignements
 - Encadrement des nouveaux pouvoirs d'enquête de commissaires-enquêteurs délégués aux enquêteurs depuis avril 2012
 - Développement des partenariats et d'ententes d'échange d'informations
 - Échanges avec la Direction des affaires juridiques de la RBQ et avec le DPCP concernant leurs exigences en matière de preuve vu les amendements législatifs et en matière d'interprétation de la Loi

RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES DES ENQUÊTES

- **Avant création de la VPE en décembre 2011 :**
 - **1992-2011:**
 - Activités liées aux enquêtes et au travail sans licence regroupées dans les unités administratives « Service à la clientèle et enquêtes sans licences » pour chacune des directions territoriales
 - Service de la coordination des enquêtes et de la vérification assurait le soutien aux opérations liées aux enquêtes et de vérification
 - **Avant 2007 :** données financières relatives aux enquêtes regroupées avec les autres opérations de chaque bureau régional (à part celles pour « Le service de la coordination des enquêtes et de la vérification »)

RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES DES ENQUÊTES

- **Après création de la VPE :**

- Ressources humaines et matérielles dédiées aux activités de la VPE :
 - 78 employés, dont 7 cadres et 50 enquêteurs
 - Budget total : environ 6,5 millions \$

ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION

Prévention du travail au noir et du travail sans licence

- **Années 1990**

- Programmes d'information et de publicité pour faire connaître ses activités
- Campagnes d'information pour le public et les entrepreneurs sur l'obligation pour ces derniers d'afficher leur numéro de licence

- **Années 2000**

- Poursuit sa campagne visant à inciter les consommateurs à faire affaire avec des entrepreneurs licenciés
- Actions ciblées : entrepreneurs et futurs entrepreneurs, municipalités

Régie
du bâtiment

Québec



ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION

Détection du travail au noir

- **1995-1996**
 - Collaboration avec partenaires (MAMOT, APCHQ, CCQ, CMEQ)
 - Nouveaux moyens de détection
- **1998-1999** : analyse de la recevabilité de réclamations en matière de cautionnement pour fraude, malversation ou détournement de fonds
- **1999-2000** : intensification des efforts
- **2002-2003** : municipalités doivent informer la RBQ de toutes les demandes de permis de construction
- **2007-2008**
 - Collaboration avec l'École nationale de police du Québec
 - Enquête auprès du grand public
 - Formation des inspecteurs sur les techniques d'entrevue

ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION

Lutte contre la criminalité dans le domaine de la construction

- **Depuis adoption projet de loi 73 (2009)**

- Vérification des antécédents judiciaires des entrepreneurs, dirigeants et actionnaires

- **2011-2012**

- Guide de sensibilisation des répondants disponible sur site Web

ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION

Traitement des plaintes et des dénonciations

- **Jusqu'à maintenant**

- Pas de distinction par type de plaintes dans les statistiques sauf quant à la qualité des travaux et la sécurité dans les bâtiments
- Pas de statistiques spécifiques sur le travail sans licence, travail au noir et toute autre matière relative à la lutte aux pratiques frauduleuses

- **Juin 2014** : mise en place d'un Bureau de gestion des plaintes (BGP)

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

- **Mandat du Service des licences et permis (VPRCO)**
 - Analyser et traiter les demandes de délivrance et de modification de licence des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires
 - Procéder à l'annulation, à la suspension ainsi qu'à la restriction des licences en application de la Loi sur le bâtiment

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

- **2008 :**
 - Renouvellement de licence remplacé par le maintien de licence
 - Abolition de l'obligation des entrepreneurs de fournir annuellement leurs états financiers : remplacée par un cautionnement
- **2009 (projet loi 73) :** Déclaration obligatoire pour s'assurer qu'aucun dirigeant de l'entreprise n'a été déclaré coupable d'un acte criminel ou autre
- **2010 :** Déclaration obligatoire modifiée pour formulaire de « Mise à jour »
- **2011 (projet loi 35) :** Formulaire de Mise à jour enrichi (ajout de la liste des prêteurs, dirigeants des prêteurs, s'il y a lieu, et dirigeants des actionnaires)

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Licences restreintes

- **2000-2008 :**

- Licences restreintes pour entrepreneurs reconnus coupables d'infractions à la Loi R-20
- Restriction effective au renouvellement de la licence

- **2008 :**

- Renouvellement de licence remplacé par un maintien de licence
- RBQ cesse d'émettre des licences restreintes

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Licences restreintes

- **2009 (projet loi 73) :**

- Licence d'une entreprise peut être restreinte pour fins de contrats publics lorsque le titulaire de la licence, le membre d'une société, l'actionnaire ou le dirigeant d'une personne morale a été condamné depuis moins de cinq ans, aux termes des articles:
 - art. 45 de la Loi sur la concurrence (arrangement entre concurrents)
 - art. 462.31 du Code criminel (recyclage des produits de la criminalité) (doit y avoir une peine d'emprisonnement de cinq ans et plus)
 - art. 5, 6 et 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances
- Élargissement de la notion de contrat public : inclut les sociétés d'État et les universités

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Licences restreintes

- **2011 (projet loi 35) : élargissement des licences restreintes aux fins de l'obtention de contrats publics**
 - Un entrepreneur condamné pour certaines infractions (les plus graves) à une loi fiscale au cours des cinq dernières années ne peut, pendant une période de cinq ans suivant sa condamnation, présenter une soumission pour l'obtention d'un contrat public ou conclure un tel contrat
 - Diverses infractions criminelles sont ajoutées :
 - art. 380 du Code criminel (fraude et fausse facturation)
 - art. 467.11 à 467.13 du Code criminel (gangstérisme)
 - art. 62, 62.0.1 et 62.1 de la Loi sur l'administration fiscale (évasion fiscale)
 - art. 239 Loi sur l'impôt sur le revenu (évasion fiscale)
 - art. 327 Loi sur la taxe d'accise (fausse facturation)

Régie
du bâtiment

Québec



ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Licences restreintes

- **2011 (projet loi 35) : élargissement des licences restreintes aux fins de l'obtention de contrats publics (suite)**
 - Une licence est restreinte lorsqu'un dirigeant du titulaire est également dirigeant d'une société ou personne morale dont la licence est restreinte aux fins de l'obtention d'un contrat public, et ce, pour la même durée, à moins que le titulaire ne démontre à la RBQ que l'infraction qui a mené à la restriction n'a pas été commise dans l'exercice des fonctions de cette personne au sein de la société ou personne morale

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Licences restreintes

- Titulaire doit communiquer à la RBQ le nom de chaque organisme public avec lequel un contrat est en cours d'exécution et les coordonnées de toute société ou personne morale pour laquelle il est un dirigeant
- Titulaire doit cesser l'exécution de tout contrat public
- Restriction inscrite automatiquement par la RBQ

ACTIVITÉS DE QUALIFICATION

Portrait des détenteurs de licences émises par la RBQ

- 45 998 titulaires de licence d'entrepreneurs et de constructeurs-propriétaires (31 mars 2014)
- 310 licences restreintes émises depuis l'entrée en vigueur des projets de lois 73, 35 et 1

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

Pouvoirs de vérification et de contrôle

- Pénétrer dans un chantier de construction
- Examiner et prendre copie des livres, registres et dossiers des entrepreneurs
- Exiger tout renseignement relatif à l'application de la Loi sur le bâtiment et la production de tout document s'y rapportant
- Faire des essais et prendre des photographies ou enregistrements dans un chantier de construction
- Exiger d'une personne qu'elle fournisse les moyens nécessaires pour faire une vérification

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

- **Objectif** : s'assurer que les travaux de construction sont exécutés par des entrepreneurs titulaires de la licence appropriée
- **Résultat** : conclusions d'une vérification peuvent justifier la tenue d'une enquête qui pourra se traduire par des procédures pénales ou administratives
- **Variété de sources et origines des vérifications** :
 - Rapports du personnel d'inspection de la RBQ
 - Plaintes, signalements émanant des organismes du milieu de la construction
 - Permis de construction délivrés par les municipalités
 - Annonces parues dans les médias
 - Rapports produits par le personnel d'inspection de la CCQ
 - Suivi des décisions des régisseurs de la RBQ

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

Exemples d'interventions

- **ACCES Construction** : visites conjointes en partenariat avec CCQ, RQ, CSST et autres partenaires
- **Vérifications aux livres**
- **Vérifications REA** :
 - Projet de loi 1 (adoption 7 décembre 2012)
 - Demandes émanant de l'UPAC

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

ACCES Construction

- **2004 :**
 - Mise en place par le gouvernement du comité ACCES construction (CCQ, CSST, RBQ et RQ)
- **Projets :**
 - Visites conjointes : chantiers de construction résidentielle neuve et commerciale
 - Amélioration des mécanismes d'échange d'information et de transmission de savoir-faire
 - Participation aux rencontres du comité directeur et aux différents sous-groupes

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

Bilan activités ACCES Construction (RBQ)

- **2012-2013**
 - 47 jours de visite
 - 210 chantiers visités
 - 734 entrepreneurs rencontrés
 - 9 infractions pour non-détention de licence
 - 13 infractions autres que du travail sans licence
- **2013-2014**
 - 32 jours de visite
 - 123 chantiers visités
 - 427 entrepreneurs rencontrés
 - 4 infractions pour non-détention de licence
 - 2 infractions autres que du travail sans licence

ACTIVITÉS DE VÉRIFICATIONS ET DE CONTRÔLE

Bilan des activités de la RBQ (projet de loi 1)

- **15 janvier 2013 - 26 août 2014 :**

- 1 445 dossiers traités et transmis
 - 941 demandes de vérification de conformité à la Loi sur le bâtiment
 - 298 dossiers ayant nécessité une mise à jour du dossier à la RBQ
 - 504 demandes de vérification d'informations supplémentaires

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Pouvoirs

- Pénétrer dans un chantier de construction
- Examiner et prendre copie des livres, registres et dossiers des entrepreneurs
- Exiger tout renseignement relatif à l'application de la Loi sur le bâtiment et la production de tout document s'y rapportant
- Faire des essais et prendre des photographies ou enregistrements dans un chantier de construction
- Exiger d'une personne qu'elle fournisse les moyens nécessaires pour faire une vérification
- **Depuis avril 2012** : pouvoirs des commissaires-enquêteurs délégués aux enquêteurs par la RBQ

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

- **Sujets :**
 - Antécédents judiciaires d'une entreprise, de ses actionnaires et dirigeants : **actes criminels, infractions fiscales**
 - Antécédents en matière pénale, pour des infractions à la Loi sur le bâtiment, la Loi R-20, la LSST (si la gravité ou la fréquence le justifie)
 - Faillite et cessation d'activités
 - Prête-nom et répondant de complaisance
 - Intérêt public et bonnes mœurs
 - Probité et mauvais travaux
 - Abandon de chantiers

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Probité et bonnes mœurs

- **Probité :**
 - Observance des règles de la morale sociale et des devoirs imposés par l'honnêteté et la justice
 - Être probe c'est agir selon les exigences de la bonne foi
 - Bonne foi suppose un comportement loyal et honnête
- **Bonnes mœurs :**
 - Ensemble des règles imposées par la morale sociale, les coutumes et usages communs à une société, un peuple, une époque

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

- **RBQ peut refuser de délivrer une licence, l'annuler ou la suspendre pour cause de :**
 - Faillite survenue depuis moins de 3 ans
 - Infraction à une loi fiscale ou condamnation d'un acte criminel
 - Infraction à la Loi sur le bâtiment, à la Loi sur la protection du consommateur, à la Loi R-20 ou à la LSST (si la gravité ou la fréquence le justifie)
 - Cessation d'activités illégitimes
 - Suspension ou annulation de licence antérieure depuis moins de 3 ans
 - Intérêt public, bonne mœurs, probité
 - Contrôle direct ou indirect par une personne qui ne satisfait pas aux conditions prévues par la Loi
- **RBQ peut aussi restreindre la licence dans le cas de restrictions aux fins de l'obtention de contrats publics**

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Actions de la RBQ en matière de resserrement depuis 2009

- Vérification des antécédents judiciaires des répondants des entreprises de construction et de leurs bailleurs de fonds (collaboration de la SQ)
- Mise en place d'un suivi spécifique des dossiers liés à certaines lois ainsi que d'un suivi avec RQ et l'ARC pour les dossiers liés aux lois fiscales
- Projet de loi 1 permet à la RBQ d'obtenir tout renseignement relatif à une déclaration de culpabilité concernant une infraction prévue à l'un des articles de la LSST
- Entente avec le ministère de la Justice : accès direct aux plumitifs
- Protocole d'entente avec RQ qui permet à la RBQ d'obtenir la preuve dans des dossiers d'infraction fiscale

ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Bilan des activités de resserrement de la RBQ (projets de lois 73 et 35) - 1^{er} janvier 2010 au 26 août 2014

- **Suivant une décision des régisseurs :**
 - 160 annulations de licence
 - 54 suspensions de licence
 - 54 refus de délivrance de licence
 - 30 permissions d'émission de licence
 - 13 maintiens de licence
- **Suivant les enquêtes administratives :**
 - 226 abandons de licence ou de demande de licence
 - 288 cas de désistement de dirigeants à la suite d'une enquête
 - 75 502 demandes de vérification d'antécédents transmises à la SQ
 - 2 212 dossiers d'enquête, incluant ceux sur les cessations de licence et les faillites

ENQUÊTES PÉNALES

Sujets

- Travail sans licence (entrepreneur et constructeur-propriétaire)
- Travail hors catégorie (entrepreneur et constructeur-propriétaire)
- Fausses déclarations pour l'obtention d'une licence
- Utilisation d'une licence sans en être titulaire
- Cession de licence
- Utilisation d'une licence restreinte pour l'obtention d'un contrat public

ENQUÊTES PÉNALES

Sanctions : augmentation substantielle (projet de loi 35)

- **Travail sans licence :**
 - 10 000 \$ à 75 000 \$ (individu)
 - 30 000 \$ à 150 000 \$ (personne morale)
- **Travail sans la catégorie ou sous-catégorie appropriée :**
 - 5 000 \$ à 25 000 \$ (individu)
 - 15 000 \$ à 75 000 \$ (personne morale)

ENQUÊTES PÉNALES

- **Faussees déclarations :**
 - 2 500 \$ à 12 500 \$ (individu)
 - 7 500 \$ à 37 500 \$ (personne morale)
- **Utilisation d'une licence sans en être titulaire et cession de licence :**
 - 10 000 \$ à 75 000 \$ (individu)
 - 30 000 \$ à 150 000 \$ (personne morale)
- **Utilisation d'une licence restreinte pour l'obtention d'un contrat public :**
 - 5 000 \$ à 25 000 \$ (individu)
 - 15 000 à 75 000 \$ (personne morale)

ENQUÊTES PÉNALES

Bilan des activités de la RBQ (depuis le 1^{er} janvier 2010)

- 3 356 condamnations obtenues (principalement du travail sans licence)
- 211 acquittements
- 3 603 197 \$ en amendes imposées

De ces chiffres, 32 décisions ont été rendues imposant les nouvelles amendes haussées par le projet de loi 35 (montant total de 463 546 \$ en amendes)

PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

- UPAC
- SQ
- DPCP
- RQ
- BCC
- CMMTQ et CMEQ
- MAMOT
- CCQ
- ACCES Construction

DÉFIS

- **Augmentation des amendes :**
 - Enquêteurs sont assignés à la Cour dans la majorité des dossiers : impact sur le délai global des enquêtes
 - Augmentation du nombre de dossiers transmis au DPCP qui sont maintenant contestés : accroissement des délais de traitement au sein du DPCP et dans l'appareil judiciaire
- **Certaines enquêtes** effectuées par la RBQ (p. ex. âme dirigeante, intérêt public, bonnes mœurs) **requièrent des techniques d'enquêtes particulières et complexes**
- **Avec l'adoption du projet de loi 1 et la mise en place du REA :** RBQ doit faire preuve de vigilance à propos d'une potentielle migration de certains entrepreneurs, qui ne seront plus admissibles pour des contrats publics, vers des contrats commerciaux, industriels et résidentiels

DÉFIS

- **Augmentation du volume de travail :**
 - Augmentation significative du nombre de dossiers à traiter liée à la diminution du seuil de la valeur de contrats à vérifier
 - Analyse des demandes de transfert CCQ